

# Pieter Timmermans

## «D'abord l'économie, après le social»

### EXPRESS

«Le MR a pris ses responsabilités en entrant dans une telle coalition. C'est très courageux.»

«Chaque changement de coalition est difficile. Il y a des contestations, voire même des actions sociales. Mais on n'a jamais créé de l'emploi avec des actions sociales.»

«Si on se base sur les programmes des partis autour de la table, c'est plutôt une coalition idéale.»

«Au lieu de parler d'un gouvernement socio-économique, parlons d'un gouvernement économique-social.»

### INTERVIEW ANAÏS SORÉE

**L**es négociateurs fédéraux vont entrer dans le vif du sujet. Dans les semaines à venir, ils vont se mettre à table pour discuter des grands dossiers: compétitivité, chômage, fiscalité, énergie, etc. Pieter Timmermans, l'administrateur délégué de la Fédération des entreprises de Belgique (FEB), profite de l'entame de ces négociations pour faire passer un message au futur gouvernement. Il souhaite qu'il s'attaque en priorité aux problèmes de compétitivité du pays. Il veut un gouvernement économique-social.

#### **Vous avez passé de bonnes vacances?**

Oui. Très sereines. Je trouve que les partis politiques qui ont créé la coalition suédoise sont très courageux. Mais les programmes électoraux de ces différents partis ont créé des attentes de la part du monde de l'entrepreneuriat. Beaucoup de choses ont été annoncées. Je profite de cette interview qui a lieu juste avant que les véritables négocia-

tions commencent pour dire aux partenaires autour de la table: «ne nous décevez pas».

#### **Pour vous, c'est la coalition idéale qui se met en place, non?**

Peu importe la couleur du chat du moment qu'il attrape des souris. Ce qui m'importe, c'est l'accord du gouvernement. Mais c'est certain que si on se base sur les programmes des partis autour de la table, c'est plutôt idéal, oui.

#### **C'est donc de bon augure un gouvernement de centre-droit, pour vous?**

J'entends des gens dire que la droite veut démolir tout ce que la gauche a mis en place. Ce n'est pas une question de droite ou de gauche. C'est une question d'efficacité. La Belgique doit entreprendre des réformes structurelles en matière de pension, de compétitivité, d'énergie, du coût de l'État. On a une opportunité aujourd'hui. On peut gouverner pendant cinq ans sans échéance électorale. On peut donc très bien planifier les réformes pour qu'elles se mettent en place progressivement.

#### **Vous estimez que le gouvernement Di Rupo n'a pas pris assez de mesures?**

Le gouvernement Di Rupo n'avait que 2 ans. Il a fait beaucoup de choses mais il n'a pas pris de mesures structurelles en matière de compétitivité. D'après moi, aujourd'hui, il faut donner la priorité à l'économie. Après, le social. Il faut d'abord créer de la richesse avant de la redistribuer. Au lieu de parler d'un gouvernement socio-économique, parlons d'un gouvernement économique-social. Renforçons d'abord le tissu économique de façon à ce que les entreprises puissent créer de l'emploi et qu'elles créent ainsi du pouvoir d'achat pour les travailleurs en même temps que cela va renflouer les caisses de la sécurité sociale.

#### **Charles Michel a déjà affirmé qu'il ne remettrait pas en cause le caractère automatique de l'indexation des salaires, c'est une première déception pour vous?**

Il est trop tôt pour dire que je suis déçu. Charles Michel parle du caractère automatique, c'est un élément de l'index. Il y en a d'autres.

#### **Pensez-vous que le panier de la ménagère devrait à nouveau être revu?**

Ca pourrait être une idée. Je renvoie les négociateurs à l'étude de la BNB sur la compétitivité. Elle a été réalisée il y a deux ans et elle donne toutes les pistes possibles. Cela pourrait être une bonne base de discussion.

#### **Laquelle privilégiez-vous?**

Je ne veux pas donner mon opinion. Je donne la chance à toutes les parties autour de la table de trouver une solution. Mais ce serait bien qu'il y ait une concertation sociale sur le sujet.

#### **Le gouvernement doit-il maintenir le gel des salaires?**

En matière de compétitivité, il faut tenir compte de trois éléments. Un: les charges patronales. Deux: l'évolution salariale. Trois: l'indexation. Il faut bien se rendre compte que cela ne sert à rien de diminuer les charges patronales si les syndicats disent qu'ils veulent récupérer une partie de ces réductions pour augmenter les salaires. Il faut trouver un équilibre entre ces trois éléments.

#### **Une réforme fiscale est annoncée. Il est question de revoir le taux nominal de l'impôt des sociétés. D'après vous, cette diminution de taxe doit-elle toucher toutes les entreprises ou être dédiée aux PME?**

De quelle réforme parle-t-on? Si c'est de la réforme de l'IPP, je dis que si on augmente le salaire net pour créer du pouvoir d'achat, les syndicats ne peuvent pas réclamer plus de brut. Les politiques doivent tenir compte de l'évolution salariale. Par ailleurs, nous ne de-

mandons pas une diminution de l'impôt des sociétés, nous demandons une diminution des cotisations patronales de 33 à 25%. Toutefois, si une diminution de l'ISOC est accordée, elle devrait s'adresser aux PME.

**Vous n'avez pas peur de vous mettre les grandes entreprises à dos en poussant cette option?**

Mais je dis aussi qu'il ne faut pas toucher aux intérêts notionnels. Tous les partis ont dit qu'ils ne voulaient pas y toucher sauf le MR qui propose de revoir la formule pour qu'ils bénéficient davantage aux PME. Si celles-ci bénéficient d'une diminution de l'ISOC, elles ne vont pas en plus profiter d'une autre mesure sur les intérêts notionnels. Elles ne peuvent pas avoir les deux. J'ajoute qu'on se trompe lorsqu'on dit que les intérêts notionnels ne profitent qu'aux grandes entreprises. Si on ne les avaient pas eu pendant la crise, on aurait plus d'entreprises familiales en faillite.

**Des patrons wallons ont écrit à Benoît Lutgen pour exprimer leur incompréhension face à son refus d'entrer dans des négociations fédérales. Vous les comprenez?**

En tant que responsable d'une organisation patronale active dans toutes les régions et dans tous les secteurs, je préfère ne pas m'ex-

primer publiquement sur la formation des coalitions. Mais c'est clair qu'on s'est étonné de cette prise de position. Ce que je comprends, c'est que ça bout du côté wallon. Le cdH doit vivre avec. L'histoire lui donnera raison ou pas.

**Est-ce que le fait d'avoir un gouvernement fédéral asymétrique vous dérange?**

J'estime que le MR a pris ses responsabilités en entrant dans une telle coalition. C'est très courageux. C'était la seule option valable. L'autre option, c'était la tripartite. Mais ça, c'est bon pour gérer la boutique, pas pour prendre des réformes. Et puis, la fois passée, il y avait une minorité flamande. Aujourd'hui, c'est une minorité francophone.

**Quelle viabilité donnez-vous à ce gouvernement?**

Attendons. Il n'est pas encore formé. Vous pourrez me reposer la question au moment où le Premier ministre fera sa déclaration devant le Parlement. Il faudra aussi voir comment les partenaires du gouvernement vont se comporter devant les critiques. Ils devront se serrer les coudes.

**Craignez-vous une période de tension sociale?**

Chaque changement de coalition est difficile. La première année est une période de contestation voire même d'actions sociales parce que les partenaires autour de la table ont changé. Ceux qui n'y sont plus critiquent. Mais ce n'est pas une bonne chose d'avoir des tensions sociales, pas vis-à-vis des entreprises mais vis-à-vis des travailleurs eux-mêmes. Dans la situation actuelle, avec une faible croissance, on ne va pas pour la moindre mesure commencer avec des grèves parce qu'alors on joue avec son propre emploi.

**C'est une mise en garde?**

On n'a jamais créé d'emplois avec des actions sociales. Je ne mets en garde personne. Il suffit de regarder l'histoire pour comprendre. En 1975, les syndicats ont fait tomber le gouvernement. En 1982, on a dû dévaluer. En 1993 ont lieu des manifestations contre le plan global. Le résultat sera la loi de 1996 sur la compétitivité. Il ne faut pas croire que je suis contre des mesures sociales. Je pense qu'il y a des choses à corriger en matière de soins de santé, de chômage, de pensions faibles, mais d'abord il faut des réformes structurelles. Lorsqu'on construit une maison, il faut d'abord attendre que le sol en béton se solidifie avant de construire les murs.